

La Grande Muette brise un tabou

FRANCE • Sous pression, l'armée admet des violences sexuelles en son sein et mène l'enquête. Le jour même paraît un livre choc de récits de victimes. Le ministre de la Défense était au courant.

BERNARD DELATTRE, PARIS

Le silence et l'opacité n'étaient plus possibles. La haute hiérarchie du Ministère de la défense a fini par reconnaître hier la possibilité de l'existence de violences sexuelles au sein des forces armées. Elle a promis de répondre «avec franchise et détermination» aux questions que cela pose. Cela se fera via une enquête interne, qui vient d'être lancée. Confiée à l'inspection générale et au contrôle général des armées, elle «devra établir un état des lieux précis et objectif de ces situations de harcèlement, de discrimination et de violence, et formuler des recommandations pour la mise en œuvre, sans délai, d'un plan d'action vigoureux».

Le changement de ton est saisissant. Ces derniers jours, en effet, fidèle à son surnom de «Grande Muette», l'armée avait refusé de donner suite aux nombreuses sollicitations des médias, désireux de commentaires sur le sujet. Ces requêtes étaient motivées par la sortie en librairie, hier matin, d'un livre choc, qui fait sauter un tabou - ainsi que, de toutes parts, la presse l'a qualifié. Cet ouvrage* est un recueil de témoignages de militaires victimes de violences sexuelles. Pendant les deux années que sa rédaction a nécessitées, jamais ses deux auteures n'ont été autorisées à rencontrer des officiels.

Des récits sidérants

Elles y narrent notamment le calvaire d'Alice: soldate en Afghanistan, violée par des collègues de régiment. Auparavant, ils avaient fait une cagnotte avec les mises des paris qu'ils faisaient, portant sur lequel d'entre eux serait le premier à réussir à coucher avec elle. Autre cas raconté, cette caporale victime de brimades à caractère sexuel, lors d'une «soirée de cohésion» très alcoolisée - en présence, pourtant, de hauts gradés. Son agresseur a fini par la brutaliser, au point qu'elle perde l'enfant qu'elle attendait. Il a été jugé, condamné, et maintenu dans l'armée. Mais elle a démissionné.

Ce qu'a dû faire aussi une autre militaire. Elle a servi six ans en Afghanistan et en Côte d'Ivoire notamment. Aujourd'hui, elle témoigne, mais refuse même d'être prénommée. Pendant deux ans harcelée et menacée par son supérieur, elle a fait quatre demandes de mutation. En vain. Elle n'a pu porter l'affaire en justice, faute de témoignages. «Cela se savait, se voyait. Mais, quand j'ai demandé aux collègues de témoigner, tout le monde s'est échappé. Ah, ben non, moi je n'ai rien vu, tu comprends...» Une plainte en haut lieu et une dépression lui ont permis d'obtenir sa mutation, et donc

d'échapper à son harceleur. Mais elle est retournée dans le civil: «Pour échapper à cet enfer, à ce huis clos.»

«Volonté d'étouffer»

Pour les deux auteures du livre, «les victimes subissent souvent la double peine»: un outrage, puis l'obligation de quitter un travail aimé. «Elles se heurtent à une omertà, à un véritable déni. Au mieux, quand leurs plaintes sont entendues, elles sont gérées en sous-main, sans faire de vagues, par des coups de fil discrets.»

Avec 15% de femmes, l'armée française est la plus féminisée d'Europe

«Ces affaires ne sortent pas, ou très difficilement», d'après M^e Elodie Maumont. Avocate au barreau de Paris, elle conseille nombre de militaires victimes. Parmi lesquelles une ex-gendarme volontaire, membre du corps d'élite de la Garde républicaine. Cible de SMS graveleux et d'attouchements de son supérieur, elle a alerté sa hiérarchie, puis a fait une dépression. A l'issue de sa maladie, son contrat n'a pas été renouvelé... Pour son avocate, «on fait tout pour étouffer ces affaires. Le parcours imposé aux victimes est long, et elles l'affrontent démunies et complètement seules, sans protection ni accompagnement.»

Hier, la Défense a admis que, «pour l'essentiel», les récits contenus dans le livre ont figuré dans un rapport, classifié, «arrivé sur le bureau du ministre la semaine dernière». «C'est faux de dire que l'on met un couvercle» pour étouffer ces affaires, certifie le ministère. Qui, néanmoins, juge «vraisemblable que certaines ne remontent pas. Soit par auto-censure, par peur des intéressées. Soit parce que le commandement des niveaux subalternes ne joue pas le jeu.» Mais, au plus haut niveau, serait de mise «une politique de tolérance zéro à l'égard de ces comportements».

Le vernis d'une mixité

L'armée française est d'autant plus secouée par le scandale qu'elle se targuait de vivre harmonieusement son statut d'armée la plus féminisée d'Europe, avec 15% de femmes» (sur 230 000 engagés). Un pourcentage qui doit cependant être nuancé.

Les femmes sont surtout dans les effectifs civils (38%), moins parmi les officiers (13%), et les unités prestigieuses,

celles engagées à l'étranger (7%). Surtout - conséquences d'un climat sexiste? -, elles quittent le métier plus précocement (après 11 ans) que les hommes (après 23 ans, pour les officiers),

et leur nombre connaît un réel tassement, depuis trois ans. I

* «La guerre invisible», par Leila Minano et Julia Pascual, éditions Les Arènes & Causette.

EN BREF

MSF DOIT «CESSER TOUTE ACTIVITÉ» DANS LE PAYS

BIRMANIE La Birmanie a ordonné à Médecins sans frontières (MSF) de «cesser toute activité dans le pays», a annoncé hier l'ONG dans un communiqué. Celle-ci a dénoncé une décision qui va priver de soins des dizaines de milliers de personnes. «MSF est profondément choquée par cette décision unilatérale et extrêmement inquiète concernant le sort de dizaines de milliers de patients dont nous nous occupons actuellement à travers le pays», a déclaré l'organisation. ATS/AFP

DÉJÀ 17 MORTS ET 261 BLESSÉS À CARACAS

VENEZUELA Dix-sept personnes ont perdu la vie au cours des manifestations étudiantes au Venezuela depuis le 4 février. Et 261 ont été blessées, a annoncé hier le Ministère public, rendant public un nouveau bilan. La procureure générale du pays, Luisa Ortega Diaz a précisé que la justice avait ouvert 27 enquêtes sur des cas supposés de violations des droits de l'homme. ATS/AFP

ROME ÉVITE LA FAILLITE

ITALIE Le nouveau Gouvernement italien de Matteo Renzi a adopté hier un décret-loi pour éviter la faillite à la ville de Rome. Le parlement avait rejeté une aide financière à la capitale. Ce décret-loi, adopté en Conseil des ministres, prévoit le versement «en une fois» de 570 millions d'euros qui auraient été en temps normal versés en plusieurs échéances, indique un communiqué. Le gouvernement ordonne à la capitale dans le même temps de préparer «un plan plurianuel» visant à l'équilibre de ses comptes en privatisant si nécessaire. ATS/AFP

BAGARRE ENTRE DÉPUTÉS

TURQUIE Les débats marathon qui se succèdent au Parlement turc sur une série de lois très controversées d'un gouvernement empêtré dans les affaires de corruption ont donné lieu à une nouvelle violente bagarre entre députés rivaux. Un élu du Parti républicain du peuple a dû être hospitalisé après avoir reçu un coup de poing en pleine figure. ATS

THAÏLANDE

La mobilisation faiblit à Bangkok

Les manifestants, qui réclament depuis quatre mois la chute du Gouvernement thaïlandais, ont annoncé hier qu'ils allaient abandonner la plupart de leurs sites de Bangkok. Ils ont pris cette décision alors que la mobilisation faiblit.

Les contestataires, qui occupent plusieurs carrefours cruciaux de la capitale depuis le lancement à la mi-janvier de leur opération de «paralyse» de Bangkok, vont se regrouper sur une base, au parc Lumpini, a déclaré leur chef Suthep Thaugsuban.

«Nous allons rouvrir toutes les intersections à partir de lundi, et nous aurons une seule scène à Lumpini», a-t-il précisé, notant que cette décision était destinée à faciliter la circulation. Mais il a souligné que cela ne mettait pas un terme au combat contre le gouvernement de la première ministre, Yingluck Shinawatra. ATS/AFP

«Les touristes sont une nouvelle cible»

SINAÏ • Face à la menace terroriste, Berne déconseille le voyage. Le point avec Antoine Basbous.

THIERRY JACOLET

Les touristes suisses peuvent faire une croix sur Charm el-Cheikh ces deux prochaines semaines. Les voyagistes comme Hotelplan et Kuoni ont décidé hier d'annuler les vols, suivant les recommandations du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qui déconseille depuis jeudi cette destination en raison de «menaces terroristes concrètes contre les sites touristiques» (voir ci-contre). Les autres stations balnéaires égyptiennes de Dahab et Nuweiba sont également concernées.



Taba. Eclairages par Antoine Basbous (PHOTO DR), directeur de l'Observatoire des pays arabes, à Paris.

Comment expliquez-vous la dégradation de la situation dans le Sinaï?

Antoine Basbous: Elle dure depuis une dizaine d'années. On se souvient par exemple de l'attaque du Hilton à Taba en 2004. Cette région est infestée de djihadistes qui veulent mener une guerre d'usure. C'est devenu une zone de non-droit au fil des ans.

Qui sont ces djihadistes?

Ils sont en rupture avec l'Etat égyptien. Ils sont encore très excités par l'éviction du président Morsi. Quand il a été écarté du pouvoir, un dirigeant des Frères musulmans a dit qu'il fallait restaurer le pouvoir de Morsi pour que tout s'arrête dans le Sinaï. Comme si cette activité terroriste était en coordination avec les Frères musulmans. Ces terroristes ont toujours coopéré avec le Hamas.

Pourquoi s'en prennent-ils aux touristes?

Outre la guerre d'usure, leur but est d'affaiblir le gouvernement, d'empêcher les étrangers d'investir dans le pays et de terroriser les touristes. Ce faisant, ils privent l'Etat de devises et de moyens pour redresser sa situation économique. La cible touristique est une nouvelle orientation. L'attaque meurtrière à mi-février

est une première depuis de nombreuses années. Les touristes sont désormais explicitement menacés. Et les attaques migrent maintenant vers les grandes villes du pays.

L'armée a pourtant lancé récemment des opérations pour nettoyer la zone...

Cette zone est un sanctuaire de terroristes que l'armée ne parvient pas à éliminer. Celle-ci a même subi de grosses pertes. C'est une guerre de longue haleine dont le critère essentiel est la qualité du renseignement. Or, apparemment, cela manque à l'armée égyptienne. Autre problème: les djihadistes bénéficient de la sympathie des Bédouins du Sinaï qui se sentent exclus du développement économique de cette région.

Pourquoi le Sinaï est-il une zone stratégique?

C'est la frontière égyptienne avec Gaza et Israël. Elle a été cultivée comme une base du djihad autant contre Israël que contre le Gouvernement égyptien. C'est aussi une zone de transit de l'armement vers Gaza. Mais depuis l'été 2013, l'armée égyptienne a systématiquement détruit les tunnels qui relient le Sinaï à Gaza pour assécher le transit. I

Peu de voyages pour Charm el-Cheikh annulés

«Peu de clients ont annulé», souffle Prisca Huguenin-dit-Le-noir, porte-parole d'Hotelplan. Sur les 142 voyageurs qui devaient partir ce matin à Charm el-Cheikh, les deux tiers se sont rabattus sur Hourghada et presque un tiers sur les îles Canaries. Comme les autres voyagistes, Hotelplan propose l'annulation du voyage sans frais ou la modification de la destination jusqu'au 16 mars. La plupart des 148 clients présents à Charm el-Cheikh devaient être rapatriés aujourd'hui. Pareil pour Kuoni dont les 50 personnes sur place devraient rentrer demain. Une centaine d'autres avaient réservé pour les deux semaines à venir. Si cette annulation des vols tombe au moment des vacances, Kuoni devrait pouvoir limiter la casse au niveau financier, selon son porte-parole Peter Brun. TJ